

L'Université assume l'entière responsabilité pédagogique de l'enseignement tandis que le Service correctionnel du Canada est responsable de l'organisation matérielle de l'enseignement et du financement complet du programme.

Aide aux réfugiés en Afrique

Le Canada versera, en 1981, plus de \$22,4 millions pour répondre aux besoins des réfugiés en Afrique s'il reçoit l'accord du Parlement et du Conseil du Trésor, a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, lors de la récente Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique. Cette somme servira à répondre aux besoins immédiats définis par la Conférence.

Seize millions seront fournis sous forme d'aide alimentaire d'urgence aux pays où le problème des réfugiés est le plus aigu, soit la Somalie, l'Éthiopie, le Soudan et l'Ouganda. En outre, des subventions de \$6,4 millions seront affectées aux programmes de divers organismes internationaux conçus pour répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés.

M. MacGuigan a souligné cependant qu'il s'agissait d'un problème africain dont les solutions ne peuvent être trouvées qu'en Afrique par des Africains.

Le Ministre a aussi rappelé que l'an dernier le Canada a fourni \$8,5 millions en aide alimentaire d'urgence. "Nous avons récemment accordé une subvention de \$1 million au programme All-Africa du Comité international de la Croix-Rouge pour 1981. Nous avons, de plus, versé des contributions totalisant \$475 000 à deux organismes des Nations Unies fournissant une aide à l'éducation aux réfugiés de l'Afrique australe, soit le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et l'Institut pour la Namibie", a dit le Ministre.

Cette année, le Canada a porté à \$4 millions sa contribution au budget ordinaire du Haut-Commissariat pour les réfugiés, en partie pour répondre aux besoins accrus des programmes africains. Plus récemment, à l'occasion de la Conférence du Zimbabwe sur la reconstruction et le développement, le Canada s'est engagé à verser \$50 millions au cours des cinq prochaines années. Dans le cadre de cet engagement, une somme de \$3,5 millions a été affectée pour appuyer l'intégration des réfugiés.

Visite à Ottawa du secrétaire américain à la Défense



Le ministre de la Défense nationale, M. Gilles Lamontagne, et le secrétaire d'État américain à la Défense, M. Caspar Weinberger, se sont rencontrés à Ottawa le 15 avril afin de poursuivre les discussions amorcées le 5 février dernier lors de la visite de M. Lamontagne à Washington. M. Lamontagne (à gauche) a offert à son visiteur une maquette du Challenger de Canadair. La maquette porte les couleurs de la US Air Force qui songerait à acquérir un certain nombre de ces appareils.

L'emploi des autochtones dans la Fonction publique

Le gouvernement a pris certaines mesures en vue de renforcer le programme sur l'accroissement de la participation des autochtones au sein de la Fonction publique du Canada, a annoncé le président du Conseil du Trésor, M. Donald Johnston.

Voici quelques-unes des mesures annoncées par M. Johnston.

- publication des plans d'action des ministères;
- accélération du processus par lequel les postes ayant une incidence importante sur les collectivités autochtones sont désignés "autochtone essentiel". Pour répondre aux exigences particulières de sélection s'appliquant à ces postes, les candidats choisis doivent posséder non seulement les qualités techniques requises mais aussi une connaissance poussée des autochtones. On s'attend que cette mesure profite au nombre croissant d'autochtones qui possèdent la formation nécessaire pour occuper des postes dans

des domaines spécialisés;

- intensification des programmes de formation et de perfectionnement. Par exemple, la Commission de la Fonction publique réservera aux autochtones 10 pour cent des inscriptions annuelles au Programme d'emplois d'été axés sur la carrière. Les ministères qui ont leur propre programme d'emplois d'été en feront autant lorsque le nombre d'autochtones pouvant être recrutés sera suffisant.

Le Conseil du Trésor et la Commission de la Fonction publique étudient la possibilité de mettre sur pied un programme national de perfectionnement qui offrirait aux autochtones intéressés la formation et l'expérience pratique nécessaires pour accéder plus facilement à tous les niveaux d'emploi dans la Fonction publique;

- le Bureau de recrutement d'autochtones de la Commission de la Fonction publique jouera un rôle capital en aidant les ministères clés à renforcer leur programme d'emploi des autochtones.